

*Article 21 du Règlement*

De concert avec le député de Nepean—Carleton (M. Tupper), le député de Saskatoon-Est (M. Ravis), la députée de Capilano (M<sup>me</sup> Collins) et le député de Duvernay (M. Della Noce), j'étais là pour entendre les 600 délégués applaudir le secrétaire d'État (M. Crombie), lorsque le président de l'assemblée, M. Brian Segal, a fait remarquer que c'était le ministre qui avait convaincu ses collègues du cabinet et ses homologues provinciaux de l'aider à organiser cette tribune historique destinée à nous permettre d'élaborer une stratégie nationale de l'éducation.

Tous les participants se sont au moins entendus sur le fait qu'on ne peut s'extirper de nos problèmes à coups de dollars. On a entrepris d'élaborer une approche nationale relativement à nos projets dans ce domaine et d'établir les responsabilités de chacun.

Vive l'esprit de Saskatoon!

\* \* \*

**L'HORTICULTURE**

L'EAU SUBVENTIONNÉE DONT PROFITENT LES PRODUCTEURS AMÉRICAINS—L'ACCORD COMMERCIAL CANADO-AMÉRICAIN

**M. Vic Althouse (Humboldt—Lake Centre):** Monsieur le Président, tous les producteurs de fruits et légumes du sud-ouest des États-Unis peuvent compter sur une eau largement subventionnée. Cela a des répercussions pour tous les horticulteurs canadiens, mais elles sont quand même réduites par les quotas d'importation saisonniers temporaires tendant à permettre à nos producteurs d'offrir leurs meilleures récoltes à des prix légèrement inférieurs.

Dans un discours qu'il a prononcé au sujet de la politique sur l'eau dans l'ouest du pays, lors de la récente réunion annuelle de l'Institut agricole du Canada, le professeur Derrick Sewell, de l'Université de Victoria, a estimé que pour une consommation d'eau de 350 \$, les producteurs américains ne paient que 13 \$. Nos négociateurs ne se sont pas penchés sur la question dans le cadre de l'accord sur le libre-échange paraphé plus tôt ce mois-ci. Au lieu de cela, ils ont permis aux négociateurs américains de considérer notre Loi sur le transport du grain de l'Ouest comme une subvention au titre du transport des produits dérivés du colza Canola vers Vancouver. Les Américains diront souvent, j'en suis persuadé, qu'ils ont mis les choses noir sur blanc.

Pourquoi n'avons-nous pas fait de même en ce qui a trait aux subventions américaines reliées à l'eau, afin que nos horticulteurs puissent poursuivre leurs activités au Canada et qu'ils ne soient pas désavantagés par rapport aux producteurs américains?

[Français]

**LA SEMAINE DE LA PETITE ENTREPRISE AU CANADA**

HOMMAGE AUX CANADIENS ET CANADIENNES QUI GÈRENT LEURS PROPRES ENTREPRISES

**M. Jean-Guy Guilbault (Drummond):** Monsieur le Président, les nombreuses initiatives mises en oeuvre par notre gouvernement, depuis son arrivée au pouvoir, démontrent clairement sa volonté de faciliter le succès des petites entreprises et de créer un climat propice à l'esprit créateur.

Du 25 au 31 octobre 1987, cette semaine, nous célébrons la Semaine de la petite entreprise au Canada. Parrainée par la Banque fédérale de développement et la Chambre de commerce du Canada, la Semaine de la petite entreprise vise à rendre hommage aux Canadiens et Canadiennes qui gèrent leurs propres entreprises.

Cette année, le thème de la huitième semaine annuelle de la PME est «L'Entrepreneurship: Un pouvoir créateur». Plus de 300 collectivités à l'échelle nationale participeront aux quelque 400 activités prévues. L'an dernier, la Semaine de la petite entreprise a attiré 175 000 visiteurs. Cette année, la Banque fédérale de développement a mis sur pied deux nouveaux ateliers offerts gratuitement: premièrement, «Se lancer en affaires» et, deuxièmement, «Genres d'options et comment développer votre marché». Il y aura également quatre autres ateliers spéciaux: Le bilan comme outil de gestion; Comment lancer son entreprise; La planification stratégique et Identification des occasions d'affaires.

En terminant, monsieur le Président, je profite de cette occasion pour rendre hommage à ces 750 000 gens d'affaires qui emploient 40 p. 100 de la population active et qui ont permis de créer presque tous les nouveaux emplois au Canada depuis deux ans.

\* \* \*

**LE LIBRE-ÉCHANGE**

ON INVITE M. REISMAN À RETIRER CERTAINES PAROLES QU'IL AURAIT PRONONCÉES

**M. Jean-Claude Malépart (Montréal—Sainte-Marie):** Monsieur le Président, j'aimerais m'élever contre les propos de M. Reisman qui dit que tous ceux qui ne pensent pas comme lui sont comme des nazis, sont des menteurs. Je pense que, premièrement, ce cher monsieur—qui est grassement payé par l'argent des contribuables, qui a un bel «job» parce que quelqu'un l'a protégé—devrait s'excuser auprès de la population canadienne et même québécoise qui ne partage pas son avis. Et, deuxièmement, il devrait féliciter tous ceux et celles qui défendent et qui luttent contre peut-être le libre-échange, tel qu'il est proposé par le gouvernement Mulroney.

Monsieur le Président, ces gens ont à coeur la défense des intérêts de la population québécoise et canadienne. Est-ce qu'on est des menteurs lorsqu'on dit que les travailleurs dans le domaine du textile vont perdre des emplois? Est-ce qu'on est des menteurs lorsqu'on dit que les travailleurs et les travailleuses dans l'industrie de la chaussure vont perdre des emplois? Est-ce qu'on est des menteurs lorsqu'on dit que les travailleurs et les travailleuses dans le domaine des produits électriques vont perdre des emplois? Lorsqu'on cite des chiffres comme